

Audience publique du 8 août 2007

Recours formé par

Madame ..., ... (B)

contre

une décision du **directeur de l'administration des Contributions directes**

en matière d'impôt sur le revenu

-

Vu la requête inscrite sous le numéro 22356 du rôle et déposée le 28 décembre 2006 au greffe du tribunal administratif par Maître Sylvie KREICHER, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., demeurant à B-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation de « *la décision sur réclamation de Monsieur le Directeur des Contributions de Luxembourg, rendue en date du 29 septembre 2006 portant le numéro de rôle 13460 par laquelle celui-ci a rejeté la réclamation de la requérante contre le refus du bureau RTS non-résidents de modifier la classe d'impôt inscrite sur sa fiche d'impôt 2006 et visant donc à l'inscription modificative de la classe d'impôt sur sa fiche de retenue d'impôt et plus particulièrement à voir inscrire sur sa carte d'impôt la classe 2 au lieu de la classe 1* » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 28 mars 2007 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Philippe GODEBERT, en remplacement de Maître Sylvie KREICHER, et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

-

En date du 15 juillet 2006, Madame ..., préqualifiée, contracta mariage avec Madame ... à la maison communale à Aubange, conformément à la loi belge.

Par demande conjointe du 26 juillet 2006 adressée au bureau RTS non-résidents, les époux ... – ... sollicitèrent l'inscription de la classe d'impôt 2 sur leurs fiches de retenue d'impôt respectives.

A travers une décision du 31 juillet 2006 adressée individuellement à Madame ..., le préposé du bureau RTS non-résidents rejeta cette demande au motif que « *la législation fiscale luxembourgeoise ne vous donne pas droit à cette classe d'impôt : les dispositions des articles 3 et 119 (3) de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'Impôt sur le Revenu (L.I.R.) s'appliquent uniquement aux couples hétérosexuels, et non aux couples homosexuels* ».

Par courrier conjoint du 6 août 2006 à l'adresse du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « directeur », les époux ... – ... introduisirent une réclamation contre cette décision du préposé du bureau RTS non-résidents du 31 juillet 2006.

En date du 29 septembre 2006, le directeur décida de disjoindre les recours des époux ... – ... et d'y statuer par des décisions séparées sous différents numéros du rôle. Ainsi, il prit une décision inscrite sous le numéro C 13460 du rôle à travers laquelle il rejeta la réclamation introduite par Madame ... aux motifs en substance que la situation familiale de la réclamante devrait être envisagée d'après le statut qu'un contribuable résident tiendrait en lieu et place, que la reconnaissance d'un mariage contracté à l'étranger entre des personnes du même sexe serait incompatible avec l'ordre public luxembourgeois dans l'état actuel des choses et que la classe d'impôt 2 serait réservée aux couples de sexes différents. Le même jour, le directeur prit une décision séparée au contenu parallèle, inscrite sous le numéro C 13422 du rôle, à l'égard de Madame

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 28 décembre 2006, Madame ... a fait introduire un recours contentieux tendant à la réformation, sinon à l'annulation de « *la décision sur réclamation de Monsieur le Directeur des Contributions de Luxembourg, rendue en date du 29 septembre 2006 portant le numéro de rôle 13460 par laquelle celui-ci a rejeté la réclamation de la requérante contre le refus du bureau RTS non-résidents de modifier la classe d'impôt inscrite sur sa fiche d'impôt 2006* ».

Au vœu des dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts, communément appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal est compétent pour statuer comme juge du fond sur le recours dirigé par un contribuable contre une décision du directeur ayant statué sur les mérites d'une réclamation de sa part contre une décision d'un bureau RTS concernant la modification d'une inscription sur une fiche de retenue d'impôt.

Le délégué du gouvernement constate que le recours sous analyse est dirigé contre la décision inscrite sous le numéro C 13460 du rôle ayant statué seulement à l'égard de Madame ..., de manière que le recours sous analyse introduit par Madame ... contre cette décision serait irrecevable, Madame ... n'étant ni partie ni représentée à cette décision.

Le mandataire de Madame ... n'a pris position par rapport à ce moyen d'irrecevabilité ni à travers un mémoire en réplique, ni lors des plaidoiries à l'audience.

Il convient de relever avec le délégué du gouvernement qu'au vœu du libellé formel de la requête introductive, confectionnée par un professionnel de la postulation, le recours sous analyse est dirigé contre la décision directoriale inscrite sous le numéro C 13460 du rôle qui précise cependant clairement « *que la présente décision portera sur le recours introduit par la dame ..., le recours introduit par la dame ... étant disjoint pour être vidé séparément sous un autre numéro du rôle* ». Le fait que la décision directoriale inscrite sous le numéro C 13460 du rôle constitue l'objet du recours sous analyse est confirmé par la circonstance que cette décision est versée comme seule décision directoriale parmi les pièces à l'appui du recours.

Par ailleurs, force est de préciser que le fait par le directeur d'avoir disjoint les réclamations des époux ... – ... malgré leur introduction sur un support commun et d'y avoir statué par des décisions séparées n'est point sujet à critique, étant donné, d'une part, que le directeur a relevé à bon droit « *que même en cas d'imposition collective, le mari et la femme restent deux contribuables distincts* » auxquels « *une décision est donc notifiée au moyen de deux bulletins distincts, dirigés contre les deux époux, mais adressés respectivement au mari et à la femme* » et, d'autre part, que les réclamations en cause concernaient la modification d'une inscription sur les fiches de retenue d'impôt des réclamantes qui sont personnelles à chacune d'elles, nonobstant le fait que la question de droit sous-jacente est identique pour les deux réclamations.

Dans ces conditions, c'est à juste titre que le délégué du gouvernement conclut que le recours sous analyse entend déférer au tribunal une décision à laquelle Madame ... n'est pas partie et qui n'affecte partant pas sa situation personnelle, de manière que le recours est à déclarer irrecevable.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,
déclare le recours irrecevable,
condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par:

M. SCHOCKWEILER, premier vice-président,

M. SCHROEDER, premier juge,

M. SPIELMANN, juge,

et lu à l'audience publique du 8 août 2007 par le premier vice-président en présence de M. LEGILLE, greffier.

LEGILLE

SCHOCKWEILER